

## DISSERTATION

Il est demandé au candidat :

1. de répondre à la question posée explicitement ou implicitement dans le sujet ;
2. de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
3. de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
4. de rédiger en utilisant un vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

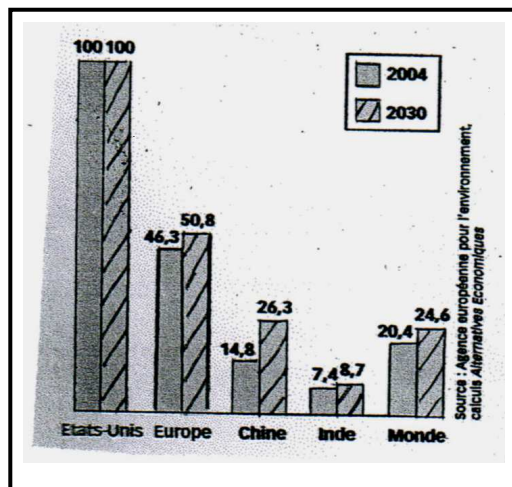
### Sujet = Peut-on concilier croissance économique et développement durable ?

#### Document 1 –

Pour fabriquer un même produit (une voiture par exemple), la Chine consomme dix fois plus d'énergie que le Japon et les Etats-Unis ; pour produire une tonne de légumes, la Tunisie gaspille dix fois plus d'eau que l'Italie [...]. C'est en mettant en œuvre une coopération renforcée et de véritables transferts de technologies avancées que les pays en développement pourront effectuer le saut chronologique qui leur permettra de ne pas reproduire nos erreurs et de passer directement de techniques désuètes et polluantes à des processus « propres ». Il y a une certaine hypocrisie à dénoncer les atteintes à l'environnement commises par le Sud tout en édifiant, au nom de la propriété intellectuelle, un protectionnisme intransigeant sur nos avancées technologiques. Quand nous ne lui transférons pas, sans état d'âme, nos usines les plus obsolètes et les plus polluantes, voire les déchets ultimes dont nous ne savons que faire.

(Source : S. Brunel, « Les ambiguïtés du développement durable », Sciences humaines, hors-série n°49, juillet-août 2005.)

#### Document 2 – Consommation finale d'énergie par habitant rapportée à la consommation moyenne d'un Américain en 2004 et projection pour 2030.



(Source : Alternatives économiques, Les chiffres de l'économie 2009, Hors-série n°78, 4e trimestre 2008.)

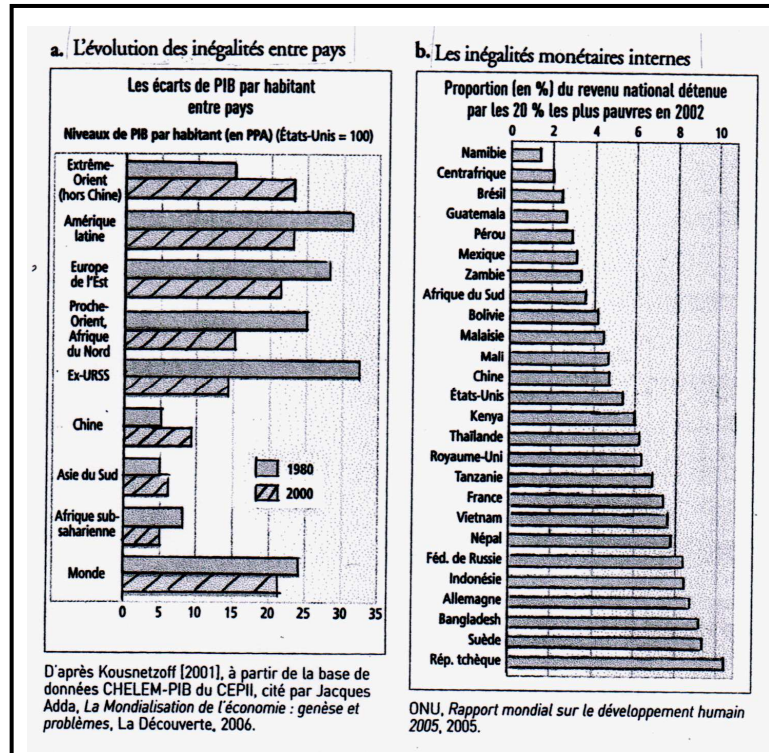
#### Document 3 –

Il faut réduire les émissions de gaz à effet de serre. [...] Trois solutions sont envisageables: la taxation<sup>1</sup>, qui, en augmentant les coûts, incite les utilisateurs à réduire leurs émissions ; l'obligation, qui consiste à contraindre certains utilisateurs à réduire leurs émissions ; et enfin le marché, par le biais des quotas d'émission. [...] Créez des droits de propriété là où n'existent que des biens publics et tout ira mieux [...] concluent les libéraux. [...] La biodiversité, l'atmosphère, la couche d'ozone, l'eau... Transformer ces biens publics en marchandises n'est pas forcément impossible [...] mais on voit les conséquences : la capacité d'exclure ceux qui ne paient pas.

(Source : D. Clerc, « Le marché peut-il sauver la planète ? », Alternatives économiques, hors-série n°64, 2<sup>e</sup> trimestre 2005).

<sup>(1)</sup> La taxe carbone a été adoptée par la France le 10 septembre 2009 sur le principe de 17 euros par tonne de CO<sub>2</sub> émise, proche des 15 euros que paient actuellement les grandes entreprises sur le marché des quotas en Europe, contre 32 euros préconisés par le rapport Rocard.

## Document 4 –



## Document 5 –

Les émeutes de la faim qui se sont répandues comme une traînée de poudre en 2008 dans les pays pauvres et importateurs nets de produits alimentaires sont la conséquence directe de l'évolution des prix agricoles mondiaux. Leur hausse est liée à celle des prix de l'énergie, qui pèse sur les coûts de production et incite à l'extension des surfaces consacrées aux agro-carburants. Surtout, la croissance économique des pays du Sud entraîne une hausse continue de la demande. Elle est d'autant plus importante que l'alimentation y est de plus en plus riche en produits carnés (un Chinois mange quatre fois plus de viande qu'en 1980), ce qui appelle une extension des surfaces cultivées. La baisse des stocks céréaliers, qui a joué dans la flambée des prix, traduit un risque annoncé de déséquilibre entre l'offre et la demande. Dans les pays du Sud, l'évolution de la production agricole avait jusqu'à présent globalement suivi, sinon dépassé, le rythme de l'accroissement démographique, sauf en Afrique où la faim s'étend. Accroître la production à l'avenir sera d'autant plus difficile que les ressources naturelles et énergétiques sont de plus en plus comptées.

(Source : *Alternatives économiques*, Les chiffres de l'économie 2009, Hors-série n°78, 4e trimestre 2008.)

## Document 6 –

Toute production n'est pas forcément polluante ni dégradante. Le produit intérieur brut (PIB), évalué monétairement, enregistre la croissance des activités de services, dont la pression sur les écosystèmes n'est pas comparable à celle de l'industrie et de l'agriculture. La nature de la croissance importe au moins autant que son ampleur. [...]

L'utilisation planétaire des ressources doit être organisée de telle sorte que les pays pauvres puissent enclencher la croissance nécessaire à la satisfaction des besoins essentiels, et que les pays riches deviennent économes. Tout modèle imposé aux pays pauvres ne pourrait que détruire leurs racines culturelles et constituer un obstacle à un développement émancipateur. Dans les pays riches, il convient de penser les politiques en fonction de la transition à assurer.

(Source : J.M. Harribey, « Faut-il renoncer au développement ? », *Manière de voir*, Le Monde diplomatique, n°81, juin-juillet 2005)

# CROISSANCE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Peut-on concilier croissance économique et développement durable ?

## Corrigé de Mme Boisselier

### **1 – La croissance économique actuelle n'est pas compatible avec le développement durable.**

#### **A – Une croissance destructrice.**

- L'épuisement des ressources naturelles compromet la croissance et les chances des générations futures de satisfaire leurs besoins. Les pays les plus riches sont les plus gros consommateurs d'énergie par habitant. (Doc. 2) La croissance des pays émergents est fortement consommatrice de ressources naturelles. (Doc. 1) Nourrir une population croissante risque d'être problématique à l'avenir pour les pays pauvres. (Doc. 5)
- La croissance actuelle génère des externalités négatives, en particulier la pollution, qui risquent d'entraîner des conséquences graves pour l'humanité : pollution des eaux, dérèglement climatique... (Doc. 3)

#### **B – Une croissance inégalitaire.**

- La croissance mondiale n'a pas permis une réduction des inégalités entre pays riches et pays pauvres ; elles se sont plutôt aggravées. (Doc. 4 a)
- La croissance économique ne permet pas toujours de réduire les inégalités internes dans les pays. (Doc. 4 b) Pauvreté persistante, faible développement humain si la répartition des richesses est très inégale et les investissements publics dans la santé et l'éducation insuffisants.

### **2 – Une croissance économique plus respectueuse de l'environnement et plus équitable est nécessaire pour réaliser un développement durable.**

#### **A – Des mesures pour intégrer la protection de l'environnement.**

- Limiter les émissions de gaz à effet de serre. Protocole de Kyoto, rediscuté à partir de décembre 2009 à Copenhague. Trois mesures sont possibles : réglementation, taxation, marché des droits. (Doc. 3)
- Une croissance plus économe en énergie. Généralisation du recyclage ; investissements massifs dans les énergies renouvelables ; développement des transports en commun et du feroutage ; privilégier les circuits courts entre producteurs et consommateurs.

#### **B – La croissance est nécessaire au développement des pays du Sud.**

- Les pays du Nord doivent limiter leur ponction sur les ressources naturelles en favorisant la croissance des services au détriment de celle des biens, afin de permettre aux pays en développement (PED) d'enclencher la croissance indispensable à la satisfaction des besoins fondamentaux des populations. (Doc. 6) Mais les prévisions de consommation d'énergie par habitant pour 2030 montrent toujours une surconsommation pour les pays du Nord. (Doc. 2)
- Favoriser l'adoption de normes de production moins polluantes et plus économes en énergie dans les PED passe par une coopération technologique plus poussée entre le Nord et le Sud. (Doc. 1)